

ergon

trabalh - travail - treball

Bulletin d'information de la
conférence régionale du travail



CAPEB Languedoc-Roussillon, CGPME, CJD Languedoc-Roussillon, DRDFE, Fédération française du bâtiment Languedoc-Roussillon, Fédération régionale de la coopération agricole, Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles, Inspection régionale du travail des transports, Inspection du travail de l'emploi et de la politique sociale agricole, MEDEF Languedoc-Roussillon, Services du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, UMIH, UNAPL, UPA Languedoc-Roussillon, Unions régionales CFDT, CFE-CGC, CFTC et CGT-FO.

EDITORIAL

Conférence Régionale du Travail et dialogue social tripartite, le sens des mots...

Ce n'est pas un hasard si, pour dénommer la structure constituée il y a maintenant près de six ans, les partenaires fondateurs ont choisi le terme de "Conférence". Etymologiquement "conferre" en latin signifie en effet "porter avec", "réunir", "conférence" devenant alors tout naturellement par la suite synonyme de "réunion, discussion". Deux sens, très proches l'un de l'autre et parfaitement complémentaires, qui expriment bien l'esprit qui anime cette structure dont l'objectif est de "porter avec d'autres" réflexions, projets et actions, en utilisant pour levier le dialogue social.

Cela dit, le dialogue social ne doit pas être confondu ou assimilé à « négociation », mot qui connote une notion d'urgence, voire de conflit ou de crise, mais également de "marchandage" (négos = commerce), et qui s'inscrit donc dans un temps dont on cherche à ce qu'il soit le plus limité possible. De fait, tel n'est pas l'objectif que se sont assignés les partenaires de la Conférence dont la démarche est caractérisée par une pratique de dialogue social originale à plus d'un titre.

D'abord parce que, pour la conduire efficacement, il leur a apparu essentiel que les trois collèges essentiels du monde du travail, syndicats de salariés, organisations patronales et administrations d'Etat (*), collaborent étroitement. Un tripartisme qui n'a toujours pas d'équivalent en France. Mise en commun des informations, analyse des problématiques, recherche de diagnostic partagé, élaboration commune de projets, mise en œuvre et suivi des réalisations, chaque étape est

donc vécue en total partenariat.

Ensuite, parce que le thème général qu'ils se sont choisis, est celui du Travail, autrement dit des conditions de travail et de la qualité de l'emploi, versant souvent négligé du grand chapitre de l'emploi, avec lequel bien naturellement de nombreuses passerelles existent.

Enfin parce que la Conférence est avant tout un espace de dialogue permanent. L'objectif, construire, et non uniquement régler, et inscrire toute initiative sous la triple exigence de l'anticipation, du concret et de la durée.

Ni institution, ni organisme, la Conférence, autre originalité, n'existe et ne fonctionne que par la volonté et l'implication de chacun. Aucune obligation ne la régit, hors celles décidées, en toute indépendance, par l'ensemble des partenaires.

C'est ainsi que la Conférence Régionale du Travail fait vivre à sa façon le dialogue social tripartite. Révolution des esprits et des méthodes ? Sans doute. Utopie ? Certainement pas. Pour preuve l'émergence de ses actions et la reconnaissance progressive qui en sont faites.

C'est donc avec confiance et détermination que tous les partenaires, conscients que cette forme novatrice et pragmatique de dialogue social exige vigilance et persévérance, s'engagent aujourd'hui sur de nouveaux chantiers ♦

**Direction
de la publication :**
Conférence
Régionale du Travail
3 Place Paul Bec
34000 Montpellier

Rédaction :
Yves Jolis

PAO :
DRTEFP/ESPE

Impression :
DRTEFP
ISSN : 1637-4630

(*) : CGPME, MEDEF, UMIH, UNAPL, UPA, CFDT,
CFE-CGC, CFTC, FO., DRDFE, DRTEFP, ITEPSA,
Inspection du travail des transports

Rencontres Territoriales et Forum, justifient le bien



ourant 2005, conscients que la construction de réponses pertinentes aux questions traitées depuis le Forum d'octobre 2003 par les différentes commissions, travail saisonnier, vieillissement de la population active et image des métiers en pénurie de main d'œuvre, ne pouvaient rester au stade d'une approche purement régionale, l'ensemble des partenaires de la Conférence Régionale du Travail avaient souhaité "territorialiser" leurs réflexions et projets. Pour la CRT l'objectif était clair : d'une part confronter les réflexions menées et les pistes d'actions envisagées avec la réalité du terrain, d'autre part aider à créer ou développer un espace local de dialogue social fonctionnant sur le même mode que la CRT.

Trois structures œuvrant déjà sur des territoires précis, le Pays Pyrénées-Méditerranée (66), le Pays Corbières-Minervois (12) et le Comité de Bassin d'Emploi des Cévennes (48), ayant rapidement manifesté leur intérêt pour engager avec la CRT un partenariat sur le mode du dialogue tripartite, des Rencontres territoriales, préluant au Forum, furent ainsi préparées avec leurs responsables et des acteurs de la vie locale. Elles se déroulèrent le 6 avril à Laroque des Albères (66), le 11 avril à Lézignan-Corbières (12) et enfin le 3 mai près de Florac à La Salle Prunet (48) avec pour thèmes respectifs, "saisonniers et saisonnalité, quelles convergences", "parcours et carrière dans le bâtiment, dépasser les a priori" et enfin "groupements d'employeurs, quelles conditions pour un bon fonctionnement".

Rencontres Territoriales, un fructueux temps d'échanges en prise directe avec les réalités locales

Si chacune de ces Rencontres eut sa tonalité propre, il n'empêche que toutes furent caractérisées par une forte participation, plus de 130 personnes au total, ce qui surprit même les partenaires locaux. Outre les représentants des trois collèges de la CRT, administration, syndicats et patronat, et les responsables des structures accueillantes, ces réunions virent la présence de bon nombre d'acteurs de la vie socio-économique locale, chefs d'entreprise, artisans, salariés, voire, comme ce fut le cas à

Lézignan, d'enseignants, de responsables d'organismes de formation, de jeunes lycéens, de stagiaires ou d'apprentis. Du coup les débats prirent du corps, abordant les questions sans complexe ni détour. Des échanges fructueux, pragmatiques, parfois vifs mais sans langue de bois ni propos institutionnels, rythmés de nombreux témoignages et expériences issus du territoire mais également d'autres régions. Ces débats pragmatiques, enracinés dans les réalités locales, permirent ainsi de mieux identifier les interrogations ou problématiques et de dégager des attentes et besoins avec en fil rouge comment mieux conjuguer développement des emplois avec qualité de l'emploi.



Pour le Pays Pyrénées Méditerranée, interrogations et témoignages furent centrés sur les conditions de travail des saisonniers. Entre tourisme, agriculture, agroalimentaire mais aussi thermalisme, une spécificité locale, nombre d'intervenants firent part de leurs besoins et difficultés à résoudre certaines problématiques. D'autres témoignèrent de pistes qu'ils exploraient ou cherchaient à mettre en place, groupements d'employeurs ou Geiq (groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification) par exemple selon des approches souvent mono sectorielles. Pour autant beaucoup soulignaient les difficultés rencontrées, tant psychologiques que techniques ou administratives, à mettre en place des groupements d'employeurs multi sectoriels malgré l'évidence qu'il y avait là certainement une piste intéressante à explorer pour résoudre un certain nombre de problèmes d'emploi. Ils reconnaissaient par ailleurs que cette nouvelle forme de structure posait de façon souvent particulière la question de la qualité de l'emploi.

Sur Lézignan les débats se concentrèrent sur le secteur bâtiment, un secteur qui souffre d'un cruel déficit d'image. Une réunion qui mit l'accent sur le besoin d'amplifier des actions en terme d'information, mais également d'adéquation formation et emploi, d'amélioration des conditions de travail, de meilleure mise en perspective de parcours professionnels, de prise en compte de l'usure ou du vieillissement, de gestion du paramètre interim... Entre employeurs, salariés, enseignants, formateurs, apprentis voire lycéens, les échanges furent directs, sans fioriture, mais toujours écoutants. Là aussi des structures d'emploi type groupements d'employeurs ou Scop furent évoqués.

Sur Florac, les échanges furent principalement centrés sur les groupements d'employeurs, mono sectoriels et multi sectoriels. Comment les mettre en place, quelles

difficultés, comment aller vers une véritable qualité de l'emploi, leurs avantages et limites, furent quelques-uns des nombreux chapitres abordés, des témoins extérieurs invités, le GE multi sectoriel de l'Orb (34) et le GE de Saint Lary Soulan (65) y faisant part, dans des interventions remarquées, de leurs expériences et réflexions.

Là aussi, comme dans chacune des autres Rencontres, la diversité des participants fut un gage de richesse dans les débats, constituant un vivier de témoignages, d'expériences et de questions, prélude aux actions à entreprendre.

« Dialogue social et qualité de l'emploi » au cœur des débats du Forum 2006

Pour son troisième Forum, les partenaires de la Conférence avaient souhaité que ce temps fort de la vie de la Conférence soit avant tout un moment d'échange, pragmatique et concret, apte à permettre de dégager les axes de ses futurs travaux. Un vrai temps de dialogue loin des tribunes institutionnelles aux discours convenus ou truffés de rapports et de bilans.

fondé de la dynamique du dialogue social



d'expériences, propres à mettre en émergence la réalité du terrain, les problématiques et, partant, les pistes à explorer ou à approfondir.

En fin de journée, et faisant écho aux rencontres territoriales, les participants furent invités à aborder, toujours sous l'angle de la qualité de l'emploi, le thème "pluri activités, multi employeurs... de nouvelles formes d'emploi". Là aussi témoignages, interrogations, demandes voire propositions rythmèrent des débats particulièrement riches et animés. Il est vrai que ce sujet suscite beaucoup d'intérêt notamment en terme pur de développement économique et d'emploi. Cela étant de nombreuses questions se posent, sur des versants techniques, les compatibilités de régimes par exemple, mais aussi humains, conditions de travail, conditions de vie, qualité d'emploi, formation, perspective et sécurisation des parcours notamment avec, en corollaire, comment développer le dialogue social au sein de ces structures.

Au terme de cette journée marquée, un sentiment unanimement partagé, du sceau de l'écoute et du dialogue, mais dont toute

autosatisfaction était exclue, les trois co-présidents de la CRT s'accordaient à reconnaître que le parcours accompli, pour positif qu'il était, demandait à l'évidence d'être poursuivi, élargi et amplifié.

"A la fin d'une réunion comme celle-ci" remarquait Jean Louis Pagès, (UPA), "il apparaît clairement que l'Etat, les syndicats et le patronat doivent œuvrer ensemble". Pour Gilles Rousselet (CFDT), "la région doit garder son avance dans ce domaine mais nous devons surtout réussir à mobiliser davantage encore les chefs d'entreprise et les salariés. Des questions concrètes ont été posées, des pistes sont apparues, à nous de les suivre pour construire des solutions". En écho Jacques Morel (DRTEFP) ajoutait "nous devons maintenant organiser encore mieux ce dialogue social. Nous avons décidé d'aller vers les territoires. On l'a vu, il reste encore de nombreux chantiers à explorer, de nouveaux territoires à intégrer dans nos démarches. Il nous faut continuer notre déploiement en fonction de nos moyens". Et de préciser, "nous aurons toujours un appui financier de l'Etat pour ce faire".

Des propos perçus par tous les présents comme les prémices d'un cahier des charges et une mise en perspective des actions à entreprendre ♦

Dans cette logique, outre les trois témoins permanents représentant les trois territoires ayant accueilli les Rencontres, les intervenants invités étaient tous, soit issus des différentes commissions de la CRT soit du monde socioéconomique, la moitié du temps étant accordé au public nombreux, près de 200 personnes, qui, durant plus de six heures, avec constance et attention, ne manquèrent pas d'intervenir très librement pour témoigner, réagir, questionner ou proposer selon les sujets abordés.

C'est dans ce cadre que le thème, "dialogue social et qualité de l'emploi" fut décliné tout au long de la journée. Tour à tour, statuts, conditions de travail, préventions des risques et conditions de vie, qualité de l'emploi et parcours professionnels, entrer dans l'emploi, construction et sécurisation des parcours, vieillissement et gestion anticipative des âges, furent ainsi abordés au travers de cas concrets et

Elles ont dit... Paroles d'animatrices de Territoires...



Emmanuelle Benson
(Pays Corbières-Minervois)

"Il existe évidemment des objectifs convergents entre la CRT et les Pays. Nous avons les mêmes logiques mais à des échelles différentes. Cela dit le dialogue social chez nous n'est pas encore chose courante. Pour toutes ces raisons nous attendons donc beaucoup d'un partenariat avec la CRT".



Céline Gimenez
(Pays Pyrénées Méditerranée)

"Les plates-formes d'information ou des structures physiques permettant le lien entre l'économie et la saisonnalité seraient les bienvenues sur notre territoire. Nous faisons appel à la Conférence pour nous aider à conduire ce chantier. Je me rends compte dans cette Conférence que le dialogue social est tout à fait possible et de manière simple."



Sandrine Marmey
(CBE des Cévennes)

"La Rencontre locale a été très positive car elle a d'abord permis de faire circuler l'information entre tous les partenaires. L'organisation d'un espace d'échanges sur un territoire comme le nôtre est difficile. Pour nous un partenariat avec la CRT est une évidence d'autant que nous sommes dans une région enclavée et que nos moyens sont limités".

La CRT ouvre de nouveaux chantiers



Si les Rencontres territoriales et le Forum représentent un temps éminemment fort de l'activité de la CRT, un temps d'émergence et de synthèse, aucun des partenaires de la Conférence n'a oublié qu'ils se devaient d'être aussi le prélude à l'action à venir. L'activité de la Conférence en effet a toujours voulu s'inscrire dans la durée et la permanence. L'ensemble des partenaires de la Conférence s'est donc réuni à deux reprises, le 3 juillet et le 6 septembre pour déterminer, à l'analyse de ses travaux et projets initiés lors des deux dernières années mais également bien sûr à l'écoute des interrogations exprimées lors des Rencontres et du Forum, les chantiers qu'elle souhaitait investir pour la période à venir.

Un axe majeur est apparu d'évidence, celui de poursuivre et d'amplifier ses réflexions et actions, voire son appui, au travers de partenariats avec les territoires et avec le souci de développer localement le dialogue social tripartite.

La CRT considère en effet que le partenariat qui a commencé à s'établir avec 3 pays ou CBE (Pyrénées Méditerranée, Lézignan-Corbières et CBE des Cévennes), tant au travers des rencontres territoriales que du Forum 2006, a été perçu par tous comme particulièrement positif. Considérant, tout à la fois, les demandes et besoins formulés par différents responsables ou acteurs de ces territoires et l'intérêt que le développement et la dynamisation du dialogue social territorial représentaient pour la CRT, les

membres du comité de pilotage ont donc décidé d'inscrire ce chantier comme une de leurs priorités. Des contacts sont en cours pour affiner les besoins et attentes des trois territoires pré-cités afin de pouvoir déterminer avec eux ce que la CRT pourrait apporter, comment cela pourrait se faire et sur quels sujets, la CRT se donnant pour objectif l'obligation de pouvoir faire un bilan des premières actions concrètes sous une échéance d'un an. Parallèlement une réflexion sera menée pour examiner si d'autres territoires pourraient faire l'objet d'une approche identique, notamment dans le Gard et l'Hérault. Cela étant, la CRT tient à être vigilante sur le fait que sa démarche reste respectueuse de l'identité et des prérogatives de ces partenaires, et qu'elle vienne en complémentarité, et non "en doublon ou télescopage", d'actions existantes.

Deuxième thème mis en chantier, "conditions de travail et prévention-sécurité dans le bâtiment". Il fait suite tant aux travaux de la CRT sur l'image des métiers en pénurie de main d'œuvre qu'à la rencontre de Lézignan d'avril 2006. Très rapidement un groupe de travail doit mettre en place une stratégie et une méthodologie d'action permettant de cerner les problématiques et de définir avec pragmatisme les axes de travail de la CRT tant au plan régional que départemental.

Ces deux thèmes majeurs impliquent bien évidemment que des partenaires locaux, représentant les trois collèges, soient sensibilisés et formés à la pratique du dialogue social. Une condition sine qua non pour que celui-ci puisse s'inscrire

territorialement dans une dynamique de durée.

Par ailleurs, deux sujets, qui témoignent d'une préoccupation et d'une réalité évidente, sont apparus de façon récurrente lors des Rencontres et du Forum : le travail saisonnier et les groupements d'employeurs. En ce qui concerne le premier point, la CRT, qui y travaille depuis près de cinq ans maintenant, poursuivra ses travaux notamment en accompagnant si besoin les demandes territoriales. Quant à la problématique des groupements d'employeurs, elle devrait être abordée transversalement, toujours sous l'angle de la qualité de l'emploi.

D'une façon générale, et dans un souci de faisabilité et d'efficacité, tous ces axes de travail seront abordés par palier. Avec pour ambition à terme que la Conférence devienne à la fois centre référant, d'impulsion et de ressources sur les thématiques traitées.

Enfin la CRT a décidé d'adjoindre le sujet de la discrimination à celui qu'elle traite depuis le début, l'Égalité professionnelle hommes-femmes, en considérant que ces deux préoccupations doivent être prises en compte de façon transversale dans chacun de ses chantiers.

On le voit, loin de se reposer sur ses acquis, la CRT est bien décidée à poursuivre et amplifier son action. Celle qui vise, au travers de projets concrets, à dynamiser le dialogue social tant au plan régional que local. ♦

Nota

Les actes des Rencontres territoriales 2006 et du Forum 2006 de la CRT ont été édités. Des vidéos "extraits des Rencontres" ont été réalisées.

La Conférence a édité par ailleurs une série de documents, notamment une publication spéciale de mai 2006 sur le vieillissement de la population active.

Tous ces documents sont disponibles auprès du secrétariat de la CRT. Ils peuvent être également consultés sur le site :

www.conference-crt.com

- Le prochain comité de pilotage de la CRT aura lieu le vendredi 8 décembre à 14h30.
- Une réunion de travail avec les acteurs concernés au sein de la CRT se déroulera le jeudi 26 octobre à 9 h à la DRTEFP sur la problématique "conditions de travail / prévention-sécurité dans le bâtiment".
- La Région Languedoc Roussillon, qui organise le 12 septembre, 2 et 16 octobre à Montpellier une réunion dans le cadre de la préparation du PRDF, a demandé à la CRT d'animer un groupe de travail et d'intervenir sur le thème de la précarité, de la saisonnalité et de l'intérim. Une invitation que la CRT apprécie comme une reconnaissance de la qualité de ses travaux menés sur ces sujets.
- Les prochaines Rencontres Dideris, organisées conjointement par l'Université Montpellier I et la DRTEFP auront pour thème la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) et pour partenaires 3 Pays ou CBE : Pyrénées Méditerranée, Lézignan-Corbières et CBE des Cévennes. Trois rencontres territoriales "entreprises et système de formation" auront lieu le 10 octobre à Florac, le 16 octobre à Céret et le 25 octobre à Lézignan. Elles précéderont la 9ème rencontre régionale qui se déroulera le 23 novembre 2006 à Montpellier (Richter).
www.dideris.com/rencontres/